

Les prolétaires n'ont pas d'Europe

☐ contretemps.eu/proletaires-europe-durand

Cédric Durand, *Contretemps.eu*, juin 2018

Prologue

C'est un début de seconde saison très prometteur. La crise politico-financière de l'Europe a été relancée spectaculairement le 27 mai 2018 par le refus du président de la république italienne de valider le gouvernement d'alliance entre la Ligue, un parti d'extrême droite, et le mouvement populiste Cinq Étoiles. Pour rejeter cet attelage peu ragoûtant, Sergio Mattarella n'a pas fait appel aux valeurs humanistes de l'Europe, ni aux dangers encourus par les quelques 500 000 sans-papiers auxquels le programme commun promet une expulsion rapide. Après s'être entretenu au téléphone avec le président de la Banque Centrale Européenne, Mario Draghi, le président italien a considéré que le gouvernement proposé risquait « *de provoquer la sortie de l'Italie de l'Euro* ». En effet, bien que cette option soit écartée dans le contrat de coalition, c'est la figure du ministre de l'économie alors envisagé, Paolo Savona, un critique de l'architecture de la monnaie unique et de l'hégémonie économique de l'Allemagne, qui a suscité le veto présidentiel. Pour être certain d'être bien compris par les marchés financiers, Sergio Mattarella a confié dans la foulée à un ancien haut-responsable du FMI, Carlo Cottarelli, la tâche de former un nouveau cabinet, ne faisant cependant qu'intensifier la crise politique. Finalement, les tractations ont repris et, jeudi 31 mai, la Ligue et le mouvement Cinq Étoiles ont proposé un autre gouvernement accepté cette fois par le président de la république italienne. La nomination au ministère de l'économie d'un habitué des cabinets ministériels, Giovanni Tria, et l'entrée au ministère des affaires étrangères d'Enzo Moavero Milanesi, ancien ministre et ancien haut fonctionnaire européen resté proche de Mario Monti – lui-même ancien président du conseil et ancien commissaire européen, ont été des gages suffisants d'allégeance à l'Union.

Il faut s'attarder un instant sur les péripéties survenues ces jours-ci, car leur enchaînement et leur densité sont très révélatrices. Le 29 mai, le gouverneur de la banque centrale italienne, Ignazio Visco, sort de sa réserve pour mettre en garde contre le péril imminent :

« Les règles du jeu peuvent être débattues, voire critiquées ; elles peuvent certainement être améliorées (...) Mais nous ne pouvons pas ignorer les contraintes constitutionnelles : protéger l'épargne, équilibrer les comptes et respecter les traités ».

Et en constatant que l'Italie n'était « *qu'à quelques tout petits pas de perdre cet actif irremplaçable qu'est la confiance* », cet aficionado de la démocratie en pilotage automatique a fait se lever un début de tempête financière, les taux d'intérêt sur la dette publique italienne remontant en flèche et les différents secteurs du système financier mondial passant en mode panique^[1].

Au moment où l'on écrit ces lignes, le compromis trouvé entre la présidence italienne et la

nouvelle majorité a fait revenir un calme précaire sur les marchés. Mais la virulence avec laquelle la liquidité financière s'est asséchée atteste de la précarité de la situation et suggère que cet épisode pourrait être un signe avant-coureur d'une nouvelle crise financière globale que de nombreux analystes voient poindre à l'horizon. Surtout, ces événements montrent sans équivoque que l'incendie politico-financier qui ravage l'Europe depuis le début de la décennie et qui semblait à peu près maîtrisé ces derniers mois est loin d'être éteint. Qui plus est, ils confirment que le césarisme financier et bureaucratique identifié au plus fort de la crise de la zone euro est lui aussi toujours d'actualité[2].

« Les marchés financiers vont apprendre aux italiens à voter comme il faut » [3].

La franchise de cette déclaration de Günther Oettinger, le commissaire au budget européen, le 29 mai, a suscité une série de réactions embarrassées de ses collègues de la commission et un rétropédalage peu convaincant. Elle n'en incarne pas moins le fond politique qui prévaut à Bruxelles et dans les grandes capitales européennes : la démocratie doit céder aux évaluations des marchés financiers et, s'il le faut, les institutions de l'Union et les gouvernements voisins sont là pour aider à suspendre les procédures politiques ordinaires afin de s'en assurer.

Que faire de l'Europe ?

Que faire de l'Europe ? Cette question qui hante la gauche du vieux continent depuis des décennies n'a été véritablement réglée que par ceux qui ont abandonné tout projet d'émancipation. Pour les courants sociaux-libéraux, démocrates et une part importante des organisations écologistes, la question européenne est devenue une composante essentielle de leur identité politique, les conduisant à embrasser d'un même geste enthousiaste l'approfondissement de l'intégration européenne, l'austérité et les réformes néolibérales. La victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle française est à cet égard le pendant des grandes coalitions allemandes ou des gouvernements centristes qu'a connus l'Italie ces dernières années. En prolongement des acquis de l'intégration et des pratiques politiques au sein des institutions européennes, la prétention à l'hégémonie d'un extrême centre censé être « *et de droite et de gauche* » se projette sur les scènes nationales.

Au sein de la gauche de transformation sociale, en revanche, la question européenne est l'occasion d'une grande pagaille stratégique. De l'extrême gauche aux keynésiens socio-démocrates en passant par les partis communistes et leurs héritiers, toutes les sensibilités sont divisées entre ceux qui, bien que rejetant l'austérité et les politiques de libéralisation, ne voient point de salut hors d'un sursaut social et démocratique européen et ceux pour qui aucune politique de justice sociale ne pourra faire l'économie d'un retrait partiel ou complet des institutions européennes, à commencer par une sortie de l'Euro. Cette fracture au sein des courants politiques se déploie différemment selon les pays, reflétant un clivage sociologique plus profond qui, dans le cas de la France notamment, divise l'électorat traditionnel de la gauche entre des cadres du public et des urbains très qualifiés favorables à davantage d'intégration et des ouvriers et employés qui voient d'abord dans celle-ci une menace pour leurs acquis sociaux[4].

Le contentieux européen est lourd et ancien. Depuis les années 1960, la question de

l'intégration européenne a constitué une ligne rouge non négociable pour les partis socialistes dans les stratégies d'union de la gauche. En 1983, fidèle à cette orientation, c'est au nom de l'idée européenne que François Mitterrand, poussé par Jacques Delors, son ministre des finances et futur président de la commission, décida de s'aligner sur le *Zeitgeist* néolibéral. Ce geste se répéta à chaque pas en avant dans l'intégration – le traité de Maastricht, le traité de Lisbonne, le TSCG..., ce qui conduisit les partis socio-démocrates à renvoyer aux calendes grecques la perspective de l'Europe sociale jusqu'à n'y faire presque plus référence. Trente ans plus tard, par le jeu des complémentarités institutionnelles, les réformes structurelles constitutives de l'intégration ont ruisselé des marchés des produits et du secteur financier, à la relation salariale, foulant aux pieds les attentes du cœur populaire de l'électorat de gauche en termes d'emploi, de protection sociale et de services publics. Alors que la social-démocratie victime de pasokisation tendancielle s'éteint dans ses dérives droitières, la gauche radicale est prise à son tour dans le même dilemme : refusant de transiger sur l'intégration européenne, Syriza capitula lorsque vint le moment de choisir entre rester dans l'Union Économique et Monétaire et rompre avec les politiques de la Troïka.

Cette contamination de l'échec illustre une tension irrésolue entre engagement internationaliste européen et politique de transformation sociale qui participent l'un et l'autre de l'identité de la gauche. C'est un problème d'économie politique difficile mais dont le balisage est indispensable à l'élaboration d'une stratégie de rupture avec un néolibéralisme aujourd'hui indissociable des règles instituées au niveau européen. Dans une telle perspective ce texte propose un triple éclairage. En premier lieu, il fait le point sur les prochaines étapes de l'intégration européenne pour montrer qu'aucune inflexion dans la philosophie du processus d'europanisation n'est à attendre. Il s'attaque ensuite au cœur de la controverse qui fracture la gauche, en montrant les raisons pour lesquelles l'option préférable d'une réorientation de l'Union Européenne par son approfondissement est extrêmement improbable. Pour finir, une orientation générale sera esquissée qui, en adoptant le principe de désintégration /réintégration sélective, vise à dépasser l'aporie d'un européisme ingénu sans ne rien concéder aux sirènes nationalistes. La discussion abordera la question de la monnaie unique et montrera les raisons pour lesquelles préparer une sortie ou une dissolution de celle-ci est soutenable sur le plan économique et indispensable sur le plan politique.

L'intégration qui vient

La violente secousse socioéconomique provoquée initialement par la crise dite des subprimes aux États-Unis s'est propagée sur le vieux continent avec une virulence inattendue, mutant en une crise bancaire jumelée à une crise des dettes souveraines dans les années 2012-2015. Cette mauvaise surprise a révélé les failles qui minent de l'intérieur l'édifice de l'Union Économique et Monétaire en raison de son caractère inachevé. C'est ainsi que ces dernières années, les dirigeants politiques du continent se sont retrouvés pris en étau entre, d'un côté, la nécessité de consolider l'architecture en place et, d'un autre côté, des oppositions sociales et politiques venues de droite et de gauche dont l'hostilité à l'UE s'est radicalisée face à un échec économique et social patent. Dans le même temps, cette crise et les plans d'assistance financière qui l'ont accompagnée ont

été l'occasion d'accélérer les réformes structurelles néolibérales, en particulier dans l'Europe du Sud, ce qui constitue incontestablement des victoires du point de vue du capital mais a sérieusement entamé la flamme européiste des populations. Dans l'ensemble, l'intégration a donc progressé mais davantage sur le mode du rafistolage que sur celui de l'approfondissement positif. Un des enjeux de l'élection à la présidence française d'Emmanuel Macron fut justement de relancer l'intégration sur un mode volontariste et, non, sur celui des simples aménagements techniques. Au delà des effets de manches, l'ordre du jour reste cependant celui du durcissement d' « un système d'autorité » au service de l'agenda néolibéral.

Une bouffée d'euro-optimisme

Avec sa victoire à l'élection présidentielle française, Emmanuel Macron veut incarner un retour du volontarisme européen. Le compromis qu'il ambitionne pour refonder l'axe franco-allemand et, à partir de là, pour remettre en branle un projet fragilisé par les turbulences de la dernière décennie, repose sur trois éléments : un grand bond en avant néolibéral dans l'hexagone, la réaffirmation d'une hégémonie franco-allemande en partage et une montée en puissance proprement politique de l'intégration.

Assis sur un large socle parlementaire englobant l'espace des anciens partis dominants de la droite et de la gauche, le jeune président est déterminé à attaquer de front les conquêtes sociales qui singularisent la France. Après avoir sérieusement flexibilisé le droit du travail dès l'été 2017, il engage des réformes tous azimuts, s'attaquant à l'assurance chômage, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, la SNCF, la fonction publique ainsi que la sécurité sociale. Cette offensive généralisée est pleinement assumée. C'est ainsi qu'il expliquait au principal hebdomadaire allemand, *Der Spiegel* :

« J'ai intitulé mon livre Révolution et c'est exactement ce dont il s'agit. La France est entrée dans une période de transformation du système d'éducation, du marché du travail et des retraites »[5].

Cette détermination à mener toutes ensembles les réformes structurelles sur lesquelles ses prédécesseurs avancèrent à tâtons se double d'une offensive fiscale en faveur du capital et des ménages les plus riches, elle-même accompagnée d'une réduction des dépenses publiques de manière à respecter les engagements budgétaires européens. Bref, le nouveau président multiplie les gages d'une orthodoxie néolibérale – « *la France met sa maison en ordre* » écrit le *Financial Times* – qui complot à ses parrains politiques nationaux issus du grand patronat et répond positivement aux injonctions des conservateurs à Berlin relayées par les recommandations de la Commission.

A cette volonté de liquidation de l'exceptionnelle résilience de l'État social en France, Emmanuel Macron ajoute un regain d'activisme sur la scène internationale qui rappelle, de manière à peine subliminale, que la République fédérale reste un nain géopolitique en comparaison de son voisin qui détient la bombe atomique, siège au conseil de sécurité, et cultive une influence néocoloniale majeure en Afrique et au Moyen Orient. Ce faisant, il jette des ponts en direction des dirigeants allemands pour engager une relance commune de l'intégration dont il a dessiné les contours à l'occasion d'un discours programmatique prononcé le 26 septembre 2017 en Sorbonne.

Intitulé *Pour une Europe souveraine, unie et démocratique*^[6], le projet avancé commence par proposer un rapprochement concernant les fonctions régaliennes – politique extérieure, défense, lutte contre le terrorisme – pimentée d'une once d'européisation du champ démocratique avec la proposition de listes transnationales pour les élections européennes de 2019. Dans le domaine économique la perspective d'un budget commun doté de ressources fiscales propres, d'un ministre chargé de l'exécuter et d'un contrôle parlementaire est assumée tandis que les axes d'une politique industrielle dans le domaine du numérique et des mobilités électriques sont esquissés. Enfin, la nécessité d'une convergence sociale et fiscale via, notamment, l'établissement d'un corridor des taux de l'impôt sur les sociétés et la généralisation de salaires minimum différenciés est affirmée. En proposant de conditionner l'accès aux fonds structurels et sociaux européens à des critères de convergence fiscale et sociale, il indique même un mécanisme contraignant capable de tordre le bras à de petits pays récalcitrants. Il s'agit sans doute là de l'aspect le plus significatif, indiquant une détermination à limiter les possibilités de concurrence fiscale et réglementaire à l'intérieur de l'Union.

La tonalité du discours est ambitieuse et affiche un européisme enthousiaste qui tranche avec l'engagement timoré de la plupart des autres chefs d'état ou de gouvernement, paralysés par le rétrécissement de la base électorale des partis de gouvernements de centre-gauche et de centre-droit. Le président français fait le pari d'activer au maximum l'Europe comme signifiant politique pour consolider sa propre position sur la scène nationale et internationale et, plus largement, pour remobiliser idéologiquement l'extrême centre autour d'un des rares référents qui ne soit pas immédiatement dissoluble dans les eaux glacées du calcul égoïste. Son entreprise réussira-t-elle à redynamiser le processus d'intégration ? Sur le plan de la perception qu'en aura l'électorat, il est trop tôt pour le dire. Sur le fond, en revanche, au printemps 2018 il est déjà clair qu'il n'y aura pas de grand bond en avant. Le parlement européen a refusé l'idée de listes trans-européennes et la droite allemande dit toujours non. Non à un budget européen substantiel, non à l'émission d'eurobonds, non à une garantie européenne des dépôts bancaires, non à une transformation du mécanisme de stabilité européen en fond monétaire européen à la puissance élargie, non à un ministre des finances européen^[7]. Il est important de souligner que, si le non de la droite allemande est largement motivé par un refus de contribuer au pot commun, il a aussi une justification plus fondamentale : il n'y a pas aujourd'hui de mécanisme démocratique qui pourrait légitimer un véritable gouvernement économique de la zone euro. De ce point de vue, l'échec européen annoncé d'Emmanuel Macron correspond à une erreur de fond, celle de ne pas avoir considéré, comme l'indiquait les tenants de la proposition de parlement de la zone euro^[8], qu'il faut d'abord régler le problème démocratique avant d'envisager des arrangements de gouvernance économique.

La bulle macroniste d'euro-optimisme est en train de se dégonfler. Aucune des réformes nécessaires pour doter la zone euro d'une instance politique centralisée suffisamment puissante sur le plan économique n'est à l'horizon ; la répétition d'une spirale comme celle de 2012-2015 reste donc possible et elle aurait cette fois des conséquences politiques d'une toute autre ampleur. Bien sûr, quelques avancées à minima se dessinent, comme une mini-taxe sur le service numérique qui viendra abonder, à la marge, un budget

européen en légère croissance mais qui demeure lilliputien du point de vue macroéconomique. En somme, le hiatus entre l'Union monétaire parachevée et une Europe budgétaire fragmentée demeure.

Si aucune avancée susceptible de renforcer substantiellement la résilience économique de la zone euro ne va se réaliser, il n'y a pas davantage de réorientation qualitative du projet européen à l'horizon. La position d'Emmanuel Macron au sujet de la taxe sur les transactions financière est à cet égard édifiante. Lorsqu'il annonce dans son discours de la Sorbonne vouloir « *relancer sur de nouvelles bases le projet de taxe sur les transactions financières européennes* » généralisée à l'ensemble de l'Union, il enterre en réalité un projet porté par les ONG et par l'association Attac depuis des années et qui était sur le point d'aboutir par le biais d'une coopération renforcée entre une dizaine de pays européens[9]. En effet, non seulement la nouvelle taxe qu'il envisage est beaucoup plus restreinte que le projet en discussion auparavant, puisqu'elle exclut les produits dérivés mais, en plus, en plaidant pour sa généralisation en Europe, le président français renvoie le projet aux calendes grecques puisqu'obtenir une unanimité des pays membres sur un tel sujet sera très difficile. En fait, les autorités françaises bien loin de vouloir contraindre les activités financières cherchent au contraire, dans le cadre du contexte du Brexit, à renforcer le positionnement de la place de Paris comme place financière de référence en Europe, comme Londres est désormais détrônée. Paris qui a déjà obtenu d'héberger l'agence bancaire européenne, entend pousser son avantage dans la compétition pour attirer la relocalisation des banques londoniennes dans la capitale française. Une série de nouvelles mesures fiscales favorables aux investisseurs financiers et aux gros salaires du secteur se mettent déjà en place en France[10], tandis que l'horizon d'un encadrement européen du secteur financier plus contraignant s'éloigne inexorablement.

Un système d'autorité biaisé

L'épisode de la taxe sur les transactions financières est révélateur des priorités qui guident l'agenda de l'intégration. Les principales étapes annoncées concernent le parachèvement de l'Union des marchés de capitaux d'ici 2019 avec, en particulier, la mise en œuvre d'une supervision européenne des marchés financiers dont un des objectifs est de favoriser la titrisation des crédits pour améliorer le financement de l'économie. L'autre grand chantier concerne l'union bancaire dont l'accomplissement bute sur la mise en place d'un fonds de garantie des dépôts communs qui contribuerait à découpler les banques nationales des finances publiques de chaque pays et à briser la boucle maudite d'auto-renforcement entre crises bancaire et crise des dettes publiques[11].

Ces éléments d'homogénéisation dans les domaines bancaire et financier ont pour versant négatif ce que le rapport des cinq présidents publié en 2015 appelle éloquemment « *un système d'autorités de la compétitivité de la zone euro* »[12]. Pour soutenir l'unification monétaire et financière sans assumer de transferts budgétaires substantiels entre les différents pays, il est nécessaire d'imposer des ajustements sur le plan de la compétitivité. L'objectif est ainsi de doubler le mécanisme de surveillance et de sanctions concernant les déséquilibres macroéconomique (les déficits et la dette publique) d'un système de suivi et d'incitation en vue de l'adoption de normes communes concernant « *les marchés du travail, la compétitivité, l'environnement des entreprises et l'administration*

publique, ainsi que certains aspects de la politique fiscale (par ex. l'assiette de l'impôt des sociétés). » En somme, les réformes structurelles et les ajustements budgétaires imposées dans le cadre des *memorenda* et qui ne sont encore que des recommandations dans le cadre du semestre européen, se généraliseraient et prendraient un caractère contraignant. Cette coordination économique punitive est le prix à payer dès lors qu'un budget européen substantiel n'est pas à l'ordre du jour[13]. Et c'est à cette aune qu'il faut comprendre la seule proposition mise sur la table par Angela Merkel qui est celle de la transformation de l'Eurogroupe en un « conseil Jumbo »[14], comprenant outre les ministres des finances ceux de l'économie afin de donner encore davantage d'importance aux réformes structurelles censée renforcer la convergence en terme de compétitivité.

Les avancées majeures du point de vue de la finance et de la coordination des ajustements compétitifs font apparaître avec plus d'éclat l'indigence de l'Europe sociale. Après des dizaines de sommets consacrés à la stabilité financière, pour la première fois depuis près de vingt ans, un sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne portant sur les questions sociales s'est réuni en novembre 2017 à Göteborg en Suède. Il a été l'occasion d'adopter 20 principes définissant un pilier social de l'Union Économique et monétaire. Si ce sommet réinscrit une thématique complètement absente des priorités européennes à l'agenda, les résolutions qui en sortent sont bien loin de garantir « *une Europe sociale triple AAA* », comme le prétend Jean-Claude Juncker ; pour la confédération européenne des syndicats, il s'agit bien plutôt d'un seuil minimal de décence[15] et, en réalité, de déclarations d'intention sans conséquences puisque « *la plupart des instruments pour concrétiser ce pilier social sont dans les mains des États-membres, des partenaires sociaux et de la société civile* »[16]. En dépit du caractère symbolique de cette déclaration, aucune concession idéologique n'est faite, comme en témoigne le chapitre sur les prestations chômage:

« Les chômeurs ont droit à un soutien à l'activation adéquat, de la part des services publics de l'emploi, pour (ré) intégrer le marché du travail ainsi qu'à des prestations de chômage appropriées d'une durée raisonnable, en fonction de leurs cotisations et des règles d'éligibilité nationales. Ces prestations ne doivent pas avoir un effet dissuasif pour un retour rapide à l'emploi »[17].

Soutien à l'activation, durée raisonnable, pas d'effets dissuasifs sur le retour à l'emploi... Si le principe de prestations chômage est reconnu, ce n'est qu'avec moult précautions qui en réduisent sérieusement la portée. Ces circonvolutions font allégeance au poncif néolibéral selon lequel les quelques 40 millions de personnes au chômage ou en sous-emploi dans l'UE sont les premières responsables de leur situation. Elles sont à mettre en regard des recommandations bien moins timorées que la commission formule chaque printemps dans le cadre du semestre européen. Par exemple, celles présentées à la France le 22 mai 2017 sont dépourvues d'ambiguïté lorsqu'elles préconisent « *de réaliser des gains d'efficacité qui se traduisent par des réductions de dépenses* » publiques, « *de consolider les mesures de réduction du coût du travail* » ainsi que « *de poursuivre la mise en œuvre de la diminution prévue du taux nominal de l'impôt sur les sociétés* »[18].

Davantage de libéralisation, de dévaluation interne, d'autoritarisme bureaucratique... l'Europe qui vient n'est pas de nature différente de celle qui s'est construite au cours des dernières décennies, elle en est le plein accomplissement. Le volontarisme est cantonné

au champ de la stabilité financière pour laquelle toute la puissance de feu de la banque centrale européenne reste mobilisée tandis que la vigilance des autorités de l'UE reste tournée vers la maîtrise des déséquilibres macroéconomiques entre pays qui menacent de faire dérailler une union monétaire dysfonctionnelle. A l'inverse, comme on va le voir maintenant, l'Europe sociale, celle de la politique industrielle, en bref celle susceptible de créer un développement économique et social partagé pour les populations des différents pays reste au point mort. Pire, la dynamique de l'intégration pousse à l'affaiblissement des garanties qui subsistent à l'échelon national. Pourquoi logique néolibérale et construction européenne semblent-elles aussi étroitement imbriquées ? A quelles conditions est-il possible de dissocier les deux ? Ce n'est qu'à la condition de répondre à ces questions que la gauche peut espérer reprendre l'initiative en Europe.

Misère du scalarisme

Depuis les heures les plus sombres de l'histoire, Walter Benjamin nous avertit contre l'illusion de la tempête que nous appelons le progrès, « *rien ne fut plus corrupteur (...) que la conviction de nager dans le sens du courant* »^[19]. Pour le mouvement ouvrier, la croyance naïve selon laquelle l'histoire avance dans une série d'étapes nécessaires vers l'émancipation humaine fut à l'origine de dramatiques échecs, notamment lors de la marche à la guerre en 1914 puis face aux fascismes. Il n'y a pas de sens de l'histoire et penser en terme d'évolution étagée vers le progrès social est le plus sûr moyen de ne pas voir venir les catastrophes.

Le scalarisme est à l'espace ce que l'étagisme est au temps. Par scalarisme est désignée l'idée selon laquelle le déplacement de certains attributs étatiques de l'échelle nationale à une échelle plus vaste – en l'occurrence l'échelle européenne – représenterait de manière intrinsèque une avancée vers l'émancipation humaine. Devenue la boussole politique de nombre de partis et mouvements sur le vieux continent, cette lecture est loin d'aller de soi et peut même s'avérer dangereuse, ce que suggèrent aisément les avancées de l'intégration que nous venons d'examiner.

Certes, il est tout à fait important de poser la question des échelles politiques. La taille compte et il existe des bénéfices à un élargissement spatio-politique comme, par exemple, la mutualisation des risques dans les systèmes de protection sociale^[20], une réglementation macro-environnementale plus efficace, une amélioration du pouvoir de négociation sur la scène internationale ou encore des gains de spécialisation associés à de plus vastes marchés. Néanmoins, ces avantages d'échelle – en regard desquels il faudrait indiquer également les possibles inconvénients en termes de diversité socio-productive et de contrôle démocratique – doivent être examinés à l'aune des dynamiques sociopolitiques qui les supportent. En effet, les processus d'intégration et de désintégration des fonctions étatiques ne sont pas neutres ; en fonction des voies qu'ils empruntent, ils permettent d'altérer les rapports de force entre les groupes sociaux.

Le principal écueil du scalarisme est de faire comme s'il était possible d'apprécier l'intégration continentale sans tenir compte des transformations du terrain social et politique qui l'accompagnent et métamorphosent les capacités d'interventions des différents acteurs sociaux. Pour illustrer cette aporie scalariste, je m'attarderai un instant

sur les positions de Yannis Varoufakis, le ministre des finances du premier gouvernement Syriza et initiateur du mouvement transeuropéen Diem 25 et, en particulier, sur les racines de sa valse-hésitation sur la question de la monnaie unique. Plus fondamentalement, pour décider des possibilités stratégiques de transformation de l'Union Européenne deux éléments doivent absolument être pris en compte : d'une part, les implications du bouleversement de la hiérarchie institutionnelle des questions prioritaires qui a accompagné l'intégration et, d'autre part, les obstacles existants à une poussée simultanée des forces de gauche à l'échelle du continent.

Le charme tapageur de la confusion

Encensé par le *Guardian*, soutenu par Slavoj Zizek, Noam Chomsky et Susan George, faisant salle comble à Paris, Berlin ou Séville, Yannis Varoufakis est la pop-star politique de la gauche du vieux continent, une position qu'il entend bien faire fructifier lors des élections européennes de 2019[21]. Malheureusement, l'orientation qu'il expose avec panache dans *Conversation entre adultes*, ses mémoires politiques par ailleurs passionnantes, est surtout exemplaire de la confusion qui prévaut dans une grande partie de la gauche européenne. On le sait, le refus de rompre avec l'euro par la gauche fut le point précis où se joua la déroute du troisième mémorandum grec, ce moment de juillet 2015 où Alexis Tsipras fit sombrer la coalition de la gauche radicale grecque dans l'insignifiance : en se soumettant au troisième mémorandum plutôt que de quitter l'Union économique et monétaire, le gouvernement Syriza accepta de poursuivre les politiques d'austérité, les privatisations et la dérégulation prolongeant d'autant la souffrance du peuple grec[22]. Après 8 ans de dépression continue – autant qu'en Russie suite à la dissolution de l'Union soviétique ! – l'économie a fini par se stabiliser en 2017 à un niveau d'activité réduit. Mais en dépit des énormes sacrifices consentis, le fardeau de la dette ne s'est pas allégé – 180 % du PIB – et le pays reste sous la surveillance de ses créanciers[23].

Lorsqu'il revient sur cette débâcle, Yannis Varoufakis défend une position incohérente. D'un côté, l'éphémère ministre des finances montre que la confrontation avec les institutions de l'UE est inévitable. Il présente en annexe de son ouvrage un petit exercice de théories des jeux qui résume sobrement et élégamment la configuration stratégique à laquelle fit face Syriza, une situation conflictuelle qui vaut dans ses principes généraux bien qu'avec des degrés d'intensité variables pour tout gouvernement de gauche accédant aux responsabilités dans l'Union[24]. Le face-à-face ne peut se dénouer que de trois façons : la capitulation du gouvernement de la gauche radicale ; un compromis desserrant le nœud de l'austérité, impliquant une défaite politique de la Troïka et du gouvernement Allemand ; un Grexit. Or, suivant cette démonstration, la mince chance qu'un compromis puisse advenir nécessitait 1/ que les institutions et les autres gouvernements de l'UE comprennent que Syriza assumerait un Grexit plutôt que de capituler et 2/ qu'ils considèrent que le coût politique et économique d'une sortie de la monnaie unique était suffisamment important pour qu'ils préfèrent lâcher du lest. La possibilité que les institutions campent sur leur position et aboutissent au Grexit était bien réelle, mais il n'y avait pas d'échappatoire écrit-il :

« le seul moyen de rester de manière viable dans la zone euro était d'avoir moins peur du Grexit que d'un troisième plan de sauvetage »[25].

Cette analyse limpide et convaincante est hélas entièrement contradictoire tant avec l'action de Varoufakis sur le champ de bataille qu'avec ses aspirations politiques exprimées par ailleurs. Dès 2013, il déploya toute son énergie pour « *dissuader Alexis [Tsipras] de viser le Grexit et de le brandir comme une menace* »[26] et croisa le fer avec l'aile gauche du parti pour écarter cette option. Suivant la même ligne, en tant que ministre des finances, il refusa de prendre l'initiative d'imposer des contrôles de capitaux, précisément parce que ce serait un pas en direction de la sortie de l'Euro[27]. Cherchant à tout prix à éviter la question monétaire de front, il agita quelques subterfuges – la monnaie fiscale électronique, le menace d'une décote unilatérale des obligations détenues par la BCE..., qui ne convainquirent pas ses camarades et firent pschitt face à la détermination de la Troïka.

Ces inconséquences ne renvoient pas aux défis techniques et économiques réels mais nullement insurmontables d'une sortie de la monnaie unique. En 2015, un Grexit aurait en effet eu lieu dans des circonstances relativement favorables[28] : le pays saigné par les ajustements successifs héritait d'une situation budgétaire et commerciale assainie lui permettant de faire défaut sur sa dette sans risquer d'être déstabilisé par l'interruption des financements extérieurs. Surtout, la dévaluation aurait apporté très vite un grand bol d'air frais à un secteur productif exsangue.

Le fond du problème est ailleurs, dans le champ strictement politique : la perspective d'une sortie de la monnaie unique est ramenée à l'idée d'un renoncement à l'Europe ne pouvant que précipiter un retour de bâton fasciste. Cette lecture stratégique est une constante de Varoufakis, parfaitement explicitée dès 2013 dans ses *Confessions d'un marxiste erratique* :

« Si la Grèce, le Portugal ou l'Italie quittaient la zone Euro, cela conduirait à une fragmentation du capitalisme européen, produisant une zone de surplus tendant vers la récession à l'est du Rhin et au Nord des Alpes, pendant que le reste de l'Europe serait la proie d'une vicieuse période de stagflation. Qui profiterait alors d'un tel développement? Une gauche progressiste qui ressusciterait tel un phénix des cendres des institutions publiques détruites de l'Europe? Ou les Nazis d'Aube Dorée, les divers néofascistes, les xénophobes et les escrocs? Je n'ai pour ma part aucun doute lorsqu'il s'agit de savoir lequel de ces deux groupes profiterait le plus d'une désintégration de la zone Euro.

[...]

Je ne suis pas, pour ma part, prêt à amener du vent dans les voiles de cette version postmoderne des années 1930. Si ceci signifie que c'est nous, les marxistes erratiques, qui doivent chercher à sauver le capitalisme européen de lui-même, et bien qu'il en soit ainsi. Pas par amour du capitalisme européen, de la zone Euro, de Bruxelles, de la Banque centrale européenne, mais parce que nous voulons minimiser le coût humain de cette crise » [29].

La tâche historique de notre génération serait donc de démocratiser l'Europe, comme le proclame le manifeste DIEM 25, afin de sauver le capitalisme européen de lui-même et d'éviter le fascisme. Une telle grille de lecture interdit d'assumer la possibilité d'une

rupture, ce qui est pourtant la condition *sine qua none* – de l’aveu même de Varoufakis – d’une non-capitulation d’un gouvernement de gauche arrivant au pouvoir. Au final, malgré des circonvolutions, et des pétitions de principe sur le caractère irréformable de l’Union Européenne, l’orientation générale portée par Yanis Varoufakis est donc similaire à celle qui guide la social-démocratie depuis des décennies : l’idéal européen est prioritaire par rapport au combat pour la justice sociale, autrement dit, les ambitions d’un gouvernement de gauche à l’échelle nationale sont bornées par les contraintes de l’intégration, ce qui implique, pour des raisons que je vais exposer tout de suite, qu’il n’est pas de victoire de la gauche en deçà d’une capacité d’agir directement à l’échelle européenne.

En lieu et place de la menace du fascisme, une variante de cette orientation développée notamment au sein du regroupement de la gauche européenne (GUE) à l’occasion du débat sur la Grèce, argue qu’il n’existe pas de marges de manœuvre économiques suffisantes pour risquer une confrontation avec les institutions de l’Union européenne[30]. La conclusion est identique: l’échelle nationale ne peut être le lieu d’une rupture à gauche ; il n’est d’avancée significative possible qu’au niveau européen. Nous reviendrons plus loin sur cette question de la soutenabilité économique de la sortie de la monnaie unique, mais auparavant il faut soumettre à un examen critique détaillé l’idée d’un préalable européen à toute reconquête politique en examinant les effets de l’intégration sur la puissance d’agir du monde du travail.

Géopolitique de la dépossession

En 1989, à la veille de l’entrée en vigueur du Marché unique, le Commissaire européen chargé du marché intérieur et des affaires industrielles, Martin Bangemann soulignait qu’ « *aucun endroit du monde n’avait connu une expérience aussi radicale de déchainement des forces de marché* » [31]. Peu après, les transitions post-socialistes à l’Est se traduisirent par des chocs de libéralisation encore plus brutaux, et sans tarder l’entreprise de restructuration continentale reprit de plus belle avec la mise en commun depuis le 1^{er} janvier 1999 d’une monnaie unique sans souveraineté budgétaire partagée. *Post-festum*, il est impossible d’interpréter ces deux étapes de l’intégration régionale comme une simple transposition de fonctions étatiques nationales aux formes disparates en une synthèse continentale. Certes, en projetant à une nouvelle échelle des fonctions étatiques spécifiques – la régulation des marchés et la monnaie – l’intégration européenne accompagne l’extension spatiale de l’accumulation du capital. Mais, du même coup, comme nous allons le voir, ce changement d’échelle introduit des biais politiques structurellement favorables à la finance et aux intérêts des sociétés transnationales[32].

Au tournant des années 2000, l’économiste régulationniste Robert Boyer a proposé une interprétation de cette grande manœuvre institutionnelle[33]. L’achèvement du Marché unique puis la création de l’Euro ont conduit à un renversement complet de la hiérarchie des formes structurelles par rapport à l’après-guerre : là où le compromis salarial entre patronat et syndicats occupait le premier plan, la prééminence est allée d’abord à la concurrence, avec le Marché unique et la libéralisation du commerce international, négociée pour l’ensemble des pays européens depuis Bruxelles, et ensuite, aux questions monétaires et financières avec la libéralisation complète de la circulation des capitaux et la préparation de la monnaie unique. Ce renversement de la hiérarchie de ce que les

régulationnistes appellent des formes institutionnelles, depuis le travail à la concurrence et enfin à la finance, a des conséquences majeures. C'est désormais la relation salariale qui doit s'adapter aux contraintes de la concurrence internationale (la compétitivité) et de la stabilité financière (faible inflation, valorisation financière), à rebours complet de ce que les exigences de la reconstruction et la puissance du mouvement ouvrier avaient imposé des années 1950 aux années 1970. Autrement dit, l'intégration européenne est l'instrument par lequel le capital se débarrasse d'un compromis de classe relativement favorable au travail hérité de l'après-guerre, en même temps qu'il se restructure lui-même pour s'insérer dans la mondialisation et prendre la voie de la financiarisation initiée outre-atlantique[34].

Face à ce caractère déséquilibré de l'intégration européenne, l'idée de construire une Europe sociale a mobilisé fortement le centre gauche, donnant lieu à divers projets dont l'un des plus avancés – et des plus judicieux – concerne la mise en place d'un système d'assurance chômage européen[35]. Cette proposition formulée depuis 1975 sous différentes versions a de nombreux attraits. Il s'agirait d'abord d'un acquis social donnant un intérêt matériel au monde du travail dans la construction européenne. Ce serait également un outil de stabilisation macroéconomique automatique régionale, puisque les flux financiers viendraient compenser les désajustements des cycles économiques, les cotisations des régions les plus dynamiques finançant les allocations dans celles en récession. En même temps, ce mécanisme étant lié à la dynamique du marché du travail, il ne prendrait pas l'apparence d'un mécanisme de transfert permanent inacceptable sans une union politique parachevée. Accessoirement cela donnerait du grain à moudre aux syndicats à l'échelle européenne, donnant enfin un ancrage européen autre que symbolique à l'idée d'une démocratie sociale européenne.

Hélas, cet horizon d'une intégration sociale positive est sans cesse repoussé pour des raisons qui vont au-delà de l'absence de détermination des dirigeants politiques sociaux-démocrates. A partir des principes de libre concurrence, de stabilité des prix et de politique budgétaire restrictive énoncés dans les traités, la cour de justice de l'UE, la Commission et, dans une certaine mesure, la banque centrale peuvent innover, agir et exiger des ajustements des différents États membres concernant leurs politiques sociales, industrielles et les missions de service public; en revanche, la définition de nouveaux droits sociaux ou d'objectifs de politique industrielle au niveau européen exige un accord intergouvernemental extrêmement difficile à obtenir. Cette asymétrie entre le dynamisme de l'intégration négative et la lourdeur de l'intégration positive est la raison fondamentale pour laquelle les espoirs d'une réorientation un tant soit peu substantielle de la construction européenne à l'écart des préceptes néolibéraux sont éternellement déçus[36]. L'Europe sociale est une chimère, un espoir défait de s'être si souvent fracassé sur des règles du jeu ne lui laissant aucune chance. Ainsi, c'est avec une conscience aigüe du caractère structurellement biaisé de l'architecture institutionnelle européenne que Mario Draghi peut déclarer sans hésiter au Wall Street Journal en 2012 : « *le modèle social européen est déjà mort* »[37]. Autrement dit, d'une part, ce qui restait de modèle social au niveau national doit s'effacer devant la contrainte de compétitivité et, d'autre part, il n'y a pas la moindre chance que les institutions européennes permettent qu'un nouveau modèle social ne se reconstitue au niveau européen.

Cette aversion pour le social incrusté dans la mécanique même de l'intégration se nourrit d'un désajustement spatial entre vie politique et décision économique. Au fil du temps, c'est un véritable gouffre qui s'est creusé entre des vies politiques démocratiques qui se jouent principalement sur les scènes nationales et une fabrication des politiques économique qui se concentre au niveau européen[38]. Les innovations introduites à l'occasion de la crise de l'Euro – semestre européens, six pack, etc. – n'ont fait aggraver le fameux déficit démocratique à mesure que se durcissaient les biais institutionnels que l'on vient de décrire. La Commission a vu son autorité et son autonomie renforcée et élargie pour superviser les budgets des États et contenir les déséquilibres externes jugés excessifs pour la bonne marche de la monnaie unique. Au prix d'un chômage de masse persistant, les réformes structurelles sont le seul moyen de faire face aux contraintes d'un ordre supérieur que représentent la compétitivité et la stabilité financière. Le processus d'intégration apparaît ainsi comme une véritable géopolitique de la dépossession, un mouvement puissant qui capture les affects internationalistes de populations aspirant à un rapprochement entre les peuples, et retourne cette énergie politique contre celles-ci sous forme de régressions des protections sociales et de services publics tout verrouillant institutionnellement toute possibilité de contre-attaque démocratique.

Géo-économie de la fragmentation

L'absence de prises institutionnelles paralyse l'action syndicale et bouche l'horizon politique au niveau européen. La coordination de la défense des intérêts des salariés face à leur employeur au-delà des frontières nationales a parfois une certaine efficacité, notamment via les comités de groupe européen institués dans un certain nombre de grandes entreprises[39]. En revanche, sur le plan des politiques elles-mêmes, les manifestations organisées par la Confédération Européenne des Syndicats n'ont ainsi pas eu davantage d'effets que les mobilisations des forums sociaux dans les années 2000. Ce blocage pourrait-il être dépassé par des mobilisations ou des victoires politiques suffisamment synchronisées pour permettre une démocratisation de l'Union et un bouleversement de la hiérarchie institutionnelle ? C'est le pari qui prédomine dans une grande partie de la gauche, comme on l'a vu avec les positions de Yanis Varoufakis. Malheureusement, même si on ne peut l'exclure à coup sûr, les chances de succès d'une victoire politique ou sociale à l'échelle directement européenne semblent extrêmement minces. Il y a en effet un décalage flagrant entre l'absence de perspective politique européenne pour la gauche sociale et politique et des avancées significatives dans une série de pays qui laissent augurer des victoires électorales possibles à l'échelle nationale, par exemple en Espagne, en France, en Belgique et en Grande-Bretagne, où après le Brexit la question européenne se pose différemment. Les raisons à ce décalage sont nombreuses : les biais institutionnels que nous venons d'évoquer, les éloignements linguistiques et culturels, l'inexistence de media à l'audience véritablement européenne – à l'exception du *Financial Times*... – sont des causes cumulatives qui rendent difficile toute forme de pression populaire s'exprimant conjointement à l'échelle continentale.

Comme si ces obstacles n'étaient pas suffisamment importants, s'y ajoute une dynamique géoéconomique résultant de l'intégration qui, loin de rapprocher les salariés des différents pays, tend à désynchroniser les subjectivités de classe. Dans une perspective bourdieusienne, des études récentes ont entrepris de dresser un tableau de la

structuration en classes sociales à l'échelle non pas de chaque pays mais de l'Union européenne prise comme un ensemble. Elles font apparaître une concentration plus élevée des classes populaires dans la périphérie orientale et sud-européenne tandis que les classes supérieures occupent une place plus importantes dans les pays d'Europe du nord[40]. Cette répartition reflète la polarisation et la complémentarité des structures économiques entre un cœur européen où les emplois de services qualifiés prédominent, une périphérie orientale où l'industrie conserve une place centrale et l'Europe du Sud où un secteur tertiaire traditionnel et peu qualifié se maintient. Cette analyse montre également que les classes moyennes sont extrêmement hétérogènes, si bien que ce groupe social ne peut pas constituer un pôle transcontinental auquel arrimer la construction européenne, surtout si l'on prend en compte le fait que les fractions les plus mobilisées de ces classes moyennes, celles du secteur public, sont touchées de plein fouet par les politiques d'austérité impulsées depuis le niveau européen[41]. Plus généralement, ce qui prédomine c'est l'absence d'unification de l'espace social européen. En l'absence d'un budget conséquent et d'un État social à l'échelle de l'Union, l'harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur et des qualifications requises dans un certain nombre de professions ne suffit pas pour nourrir des solidarités professionnelles au-delà des frontières, comme ce fut le cas à partir du milieu du XIXe siècle, avec l'internationalisation du mouvement ouvrier. La difficulté de mobilisation des classes sociales européennes s'explique alors très bien :

« à profession identique, les différentiels de niveau de vie et la concurrence qui en résulte, sont tels d'un ensemble régional à un autre, que les citoyens européens ont peu de chance de se regrouper selon leur classe sociale. « L'identité de condition » et la défense de leurs intérêts communs semblent plutôt les conduire à se mobiliser sur la base de leur appartenance nationale »[42].

En sus de cette fragmentation selon des lignes nationales du salariat au sein de l'espace social européen, la désynchronisation des rythmes socioéconomiques vient entraver un peu plus les possibilités de l'action collective à l'échelle de l'ensemble de l'Union. En effet, la monnaie unique et l'intégration des pays d'Europe centrale ont impulsé une dynamique extrêmement déséquilibrée dans les années 2000. Les pays d'Europe centrale ont opéré un rattrapage industriel du fait de leur intégration dans des chaînes de valeur industrielles gouvernées principalement depuis l'Allemagne, ce qui a permis une hausse rapide des salaires initialement très faibles. L'Allemagne voyait elle sa compétitivité exploser du fait de ces nouvelles sources de produits intermédiaires à moindre coût mais également d'une stagnation des salaires résultant d'une segmentation accrue du salariat avec la paupérisation de larges franges des travailleurs du tertiaire. Dans le même temps, les pays de la périphérie du sud de l'Europe ont connu une expansion trompeuse du fait de l'abondance de flux financiers ; l'activité dans le secteur des biens et services non échangeables a été dopée par l'endettement, permettant la hausse de l'emploi, des salaires et la préservation de la protection sociale[43]. Avec la crise de 2008 et ses contrecoups européens, cette dynamique s'est complètement enrayée. Les pays de la périphérie dite du sud de l'Europe (y compris l'Irlande) ont connu une récession prolongée et une dégradation de leurs indicateurs sociaux, l'Allemagne a bénéficié d'un rapide rebond qui, cette fois, a partiellement profité au salariat et a permis aux pays d'Europe centrale de poursuivre sur leur lancée, bien qu'à un rythme ralenti.

Ces trajectoires contrastées qui résultent largement des interactions économiques entre les différentes régions se traduisent par des divergences flagrantes lorsqu'on observe l'évolution des salaires, des dépenses publiques de protection sociale et du taux de syndicalisation. Ainsi, dans la période d'avant crise, entre 2000 et 2008 (tableau 1), la situation évolue de manière plutôt favorable au salariat en Europe du Sud avec une progression significative des salaires, de la protection sociale et une relative stabilité du taux de syndicalisation tandis que l'Allemagne connaît une quasi-stagnation des salaires, un recul important du poids de la protection sociale et une désyndicalisation accélérée. A l'est en revanche, portés par des gains de productivité rapide, les salaires ont fortement progressé durant cette période mais l'importance relative de la protection sociale s'est érodée et le taux de syndicalisation s'est effondré.

Tableau 1: Évolution des salaires, de la protection sociale et du taux de syndicalisation dans différentes régions européennes (2000-2008)

	Centre	Sud	Est
	Allemagne	Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal (moyenne)	Tchéquie, Hongrie, Pologne, Slovaquie, Slovénie (moyenne)
Salaires réels (évolution en %)	1,8	9,1	28,2
Protection sociale (évolution des dépenses publiques en % du PIB)	-1,2	3,7	-0,45
Syndicalisation (évolution en % des salariés)	-5,6	-1,4	-9,5

Données OCDE

Maintenant, si l'on observe la période après 2008 (tableau 2), il s'agit d'années plutôt fastes pour le salariat allemand avec une progression marquée des salaires (+ 9,7%), une quasi stabilité de la protection sociale et un ralentissement de la baisse du taux de syndicalisation. En revanche, les choses se sont très fortement dégradées pour les salariés des périphéries. Au Sud, l'ajustement au cours de la crise de l'Euro s'est manifesté par un recul très important des salaires, un retrait de la protection sociale et une accélération de la désyndicalisation (selon les pays les chiffres ne vont pour cette variable que jusqu'à 2013 ou 2015). A l'Est également la dynamique de rattrapage salarial s'est ralentie fortement par rapport à la période précédente tandis que la désyndicalisation se poursuivait à un rythme soutenu.

Tableau 2: Évolution des salaires, de la protection sociale et du taux de syndicalisation dans différentes régions européennes (2009-2016)

	Centre	Sud	Est
--	--------	-----	-----

	Allemagne	Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal (moyenne)	Tchéquie, Hongrie, Pologne, Slovaquie, Slovénie (moyenne)
Salaires réels (évolution en %)	9,7	-6,9	8,7
Protection sociale (évolution des dépenses publiques en % du PIB)	-0,2	-0,6	-0,8
Syndicalisation (évolution en % des salariés, jusqu'à 2013-2015 selon les pays)	-1,8	-1,6	-4,4

Données OCDE

Cette analyse, qui laisse de côté des pays dans une situation intermédiaire comme la France et d'autres pays d'Europe du Nord, est extrêmement schématique. Elle permet néanmoins de souligner quelque chose d'essentiel : il y a des raisons matérielles élémentaires qui expliquent la difficulté de faire émerger le salariat comme sujet politique au niveau européen. Le jeu des modes d'insertion économiques et financiers dans l'économie du continent aboutit à une désynchronisation de l'évolution de la relation salariale, ce qui rend extrêmement difficile l'alignement de subjectivités nécessaire à l'action collective et, par là même, à la constitution du salariat comme d'un sujet politique transeuropéen.

Ainsi, en plus de l'absence de prises institutionnelles et d'une forte hétérogénéité des conditions salariales au sein des mêmes professions, des rythmes socio-économiques discordants rendent particulièrement difficile l'émergence d'un mouvement social européen ou d'un cycle de victoires électorales suffisamment rapprochées qui permettrait d'impulser une action politique décisive au niveau continental.

Reculer pour mieux sauter

Si la plausibilité d'une réorientation de la construction européenne par le jeu normal des institutions apparaît presque nulle, les chances d'une insurrection démocratique ou d'un mouvement social à l'échelle européenne ne sont guère plus élevées. Ces éléments adverses se conjuguent pour éloigner le scénario d'un Euro-keynesianisme à même de changer le cours de l'intégration[44]. Dans un tel contexte, le défi stratégique pour la gauche est d'articuler un projet de transformation sociale intégrant la dimension européenne tout en tenant compte des ambivalences de sa base sociale putative[45]. Une telle orientation doit être capable, d'un côté, de mobiliser les affects de classe hostiles aux institutions de l'Union Européenne en tant qu'elles incarnent l'approfondissement du néolibéralisme tout en préservant, d'un autre côté, les aspirations à un développement des solidarités politiques par-delà les frontières nationales à partir de l'expérience de l'Europe telle qu'elle s'est faite. Il s'agit donc de concilier des attentes divergentes pour donner une

chance à ce que se coalise un bloc social de gauche capable, à la fois, de dominer un espace national et de se projeter en tant que dessein supranational à l'échelle continentale.

Une telle stratégie peut-être pensée sur le mode d'une désintégration/réintégration sélective qui conserve le cadre européen tout en proposant un schéma concret de désarmement du néolibéralisme en Europe. Le dur du problème concerne la monnaie unique. Comme on l'a vu, envisager son abandon est en effet une condition nécessaire pour engager une politique de transformation écologique et sociale. J'en présenterai donc les conditions de soutenabilité économiques et politiques.

Désintégration/réintégration sélective

Le contenu précis du processus politique à inventer dépend bien sûr des situations nationales. Les contraintes et opportunités sociales, économiques, financières et politiques ne sont pas les mêmes d'Uppsala à Lampedusa. Il est néanmoins essentiel que la gauche européenne élabore un récit commun, capable de renforcer réciproquement les positions des uns et des autres.

Une telle stratégie passe, d'abord, par une rétrogradation des questions financières et commerciales afin d'interrompre le processus d'intégration négative qui érode inexorablement les droits sociaux et rogne les capacités d'initiative publique. Une implication immédiate de ce premier principe concerne la monnaie. La mobilisation de la puissance monétaire fait en effet partie des attributs indispensables à une politique économique alternative. Par exemple, la Banque Centrale Européenne engage, au moins jusqu'en septembre 2018, 30 milliards d'euros chaque mois pour racheter des titres avec pour effet de faire baisser les taux d'intérêts mais également de soutenir la valorisation des actifs financiers et, de ce fait, d'accroître la richesse des plus fortunés qui sont les détenteurs ultimes de la plus grande part de ces titres. Une telle puissance monétaire au lieu d'être engagée au service de la stabilité financière pourrait être mise au service de l'économie productive et des besoins sociaux en vue de soutenir un programme public d'emploi garanti^[46] et la politique industrielle nécessaire à la transition écologique. A l'inverse, sans contrôle sur l'émission monétaire, un pays dont la dette publique est attaquée se trouve à la merci des marchés financiers et de la BCE, comme les cas de la Grèce mais aussi de l'Irlande et de Chypre l'ont illustré au cours de la crise de l'Euro. Il est inimaginable qu'une politique de gauche un tant soit peu audacieuse puisse réaliser une avancée quelconque sans contrôle sur l'émission monétaire. La réappropriation de la monnaie au service du développement économique, social et industriel est donc un premier volet indispensable de la désintégration sélective à entreprendre. Le second volet concerne la liberté de circulation des capitaux – qui donne aux marchés financiers un pouvoir permanent de sanctionner les gouvernements qui leur sont hostiles – mais également les règles du marché unique qui, au nom du principe de concurrence libre et non faussée, entravent une politique industrielle verticale, seule à même de permettre le développement des capacités productives et les innovations majeures dont notre époque a besoin. Enfin, la renégociation des accords commerciaux internationaux qui limitent les possibilités de régulation des échanges et protègent les investissements des multinationales devrait également être mise à l'ordre du jour. Le principe ici est que les

normes sociales, environnementales, fiscales ou sanitaires décidées au niveau national ne seraient plus subordonnées au droit commercial et de la concurrence qui s'est accumulé au niveau européen.

Le second élément de cette stratégie, et qui doit prendre place simultanément, consiste à persister – et même à chercher à renforcer – des éléments d'intégration qui ne procèdent pas directement de la subordination à la logique du capital : c'est en particulier le cas dans le domaine environnemental où les réglementations européennes sont souvent en avance sur les droits nationaux – et peuvent en tout cas servir de socle minimal – ou bien encore dans le domaine des collaborations scientifiques, universitaires et culturelles où les programmes contribuent à l'existence d'une communauté intellectuelle transnationale à l'échelle du continent. Dans le même temps, le versant réintégration sélective pourrait se nourrir d'une mutualisation de pans entiers de la protection sociale où les économies d'échelle sont importantes – assurance chômage, système de santé... – ou de la mise en œuvre d'instruments de planification de la transition vers une économie décarbonée. Il s'agit en somme d'activer des dispositifs permettant d'aligner la dynamique de l'intégration sur des politiques qui affectent positivement et directement les conditions de vie de la population.

Techniquement ce processus d'intégration différenciée^[47] implique de réduire un domaine constitutionnel excessivement long et détaillé au niveau européen afin de redonner vie et souplesse à la dynamique d'intégration : d'une part, en laissant la possibilité à chacun des pays de sortir des législations ordinaires afin de mettre un coup d'arrêt à la géopolitique de la dépossession décrite plus haut et, d'autre part, de faciliter l'initiative législative en permettant à des majorités parlementaires simples d'initier de nouvelles lois européennes, ce qui multiplierait les enjeux européens, rendant la politique européenne moins ennuyeuse et favorisant l'émergence d'une véritable vie démocratique à l'échelle continentale^[48].

La possibilité d'une sortie de la monnaie unique

Au-delà de ce principe général d'articulation d'une démocratie européenne à multiples niveaux, la question qui suscite le plus d'inquiétude est celle de la sortie ou dissolution de la monnaie unique. Les objections formulées sont principalement de trois ordres : d'une part, les coûts de la transition de la monnaie unique à une nouvelle monnaie ; en second lieu, les effets des réajustements de change sur les relations commerciales entre les pays ; en troisième lieu, les inquiétudes concernant la stabilité financière du fait des effets de bilan d'un changement de monnaie sur la solvabilité des acteurs.

Ce troisième point est sans doute le moins bien compris, mais il a des implications politiques fortes. L'objection à la sortie de la zone euro est la suivante : une redénomination de la monnaie implique, pour les agents des pays dont la nouvelle monnaie serait dévaluée par rapport à l'euro, que leurs passifs en monnaie étrangère tendraient à se surévaluer par rapport à leur actifs en monnaie nationale, fragilisant leur position financière. Ce raisonnement est exact mais est incomplet car, dans le même temps la position des agents des pays dont la monnaie devrait s'apprécier verraient aussi leur bilan se détériorer puisque leurs actifs en monnaie étrangère tendent à se déprécier par rapport à leurs passifs exprimés en monnaie nationale. L'examen assez technique du

problème permet de montrer quelque chose d'inattendu[49] : en cas de dissolution de la zone euro, les principaux perdants seraient l'Allemagne, l'Autriche et, dans une proportion encore plus importante, les paradis fiscaux européens (Pays-Bas, Luxembourg) qui verraient le bilan de leurs agents se dégrader. Dans un tel scénario, le Portugal mais surtout la Grèce verraient leur dette publique exploser, ce qui ne manquerait pas de conduire à une restructuration qui est de toute façon souhaitable. Pour le reste, les secteurs privés financiers et non financiers de ces deux économies et de l'ensemble des autres pays verraient au contraire leur position s'améliorer. Autrement dit, les manifestations de la fragilité financière se concentreraient soit là où les situations doivent de toute façon être dénouées – paradis fiscaux, dettes publiques des pays de la périphérie nécessitant un allègement – soit au sein des pays dont la situation financière est suffisamment solide pour qu'une légère dégradation du bilan financier des secteurs puisse être absorbée sans choc majeur.

Le principal risque viendrait alors de mouvements brutaux de fuite de capitaux pouvant déboucher sur une crise de change. Pour prévenir une telle évolution des mesures préventives sont indispensables, à commencer par le rétablissement des contrôles des capitaux et la mise en place de lignes de crédit d'urgence pour les entreprises qui feraient face à des difficultés temporaires pour financer leurs importations. De tels dispositifs n'ont rien d'extraordinaire et ont été appliqués à plusieurs reprises au cours de la crise de l'euro[50]. On sait par exemple que la Grèce est toujours sous un régime de contrôle des capitaux modéré à la fin 2017 mais aussi qu'en prévision d'un possible second tour opposant Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle française, les services du ministère des finances ont envisagé des mesures de contingentement afin d'empêcher toute fuite brutale des capitaux.

Dans tous les cas de figure, l'essentiel est que les ajustements de change ne soient pas trop brutaux. C'est ici que les éléments apportés sur les effets de bilan prennent toute leur importance politique : les interdépendances financières et les risques de pertes sur les bilans qui en résultent de la part des pays du centre constitueraient une incitation extrêmement forte à collaborer afin d'éviter que leurs taux de change ne s'apprécient trop. Quelle que soit la configuration monétaire retenue pour la suite – dissolution simple de la zone euro, sortie d'un seul pays, désagrégation en un Euro du Nord et un euro du Sud, mise en place d'une monnaie commune pour les échanges internationaux, etc..[51] – toutes les parties concernées auraient fortement intérêt à collaborer et donc à mandater leur système de banque centrale à intervenir de manière concertée afin que les taux de change ne varient excessivement.

En ce qui concerne les effets de réajustement de change sur l'activité économique, nous sommes ici en terrain connu. Pour les pays dont la nouvelle monnaie serait dévaluée par rapport à leurs partenaires commerciaux, l'effet expansionniste serait important et rapide. Pour les pays dont les ajustements seraient les plus importants, l'effet d'expansion serait notable à court et moyen terme, comme les précédents de la Russie en 1998, de l'Argentine en 2001, de l'Islande en 2009 l'ont montré, mais aussi à long terme car les effets des taux de change sur la croissance sont extrêmement puissants[52]. Les pays, comme la France, dont la variation du taux de change se partagerait à peu près à moitié entre les partenaires commerciaux vis à vis desquels la monnaie s'apprécierait et ceux

vis-à-vis desquels elle se déprécierait ne seraient globalement pas très impactés, les gains de compétitivité compensant les pertes subies, bien que les effets se distribueraient inégalement selon les secteurs[53]. Pour les pays dont la monnaie s'apprécierait substantiellement comme l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche, l'impact serait significatif ; pour éviter un choc récessif, une stimulation de la demande intérieure orientée notamment vers le secteur des biens non échangeables serait nécessaire. Mais comme ces pays disposent de marges budgétaires importantes et d'une position extérieure très positive, ce sont les mieux à même de mobiliser les ressources pour mettre en œuvre une relance. Au final, la principale conséquence immédiate des réajustements de change serait de réduire les déséquilibres des balances courantes[54], et notamment de mettre un terme à l'excédent commercial abyssal de l'Allemagne, ce qui conjointement avec le réarmement des taux de change comme mécanisme d'ajustement des déséquilibres viendrait mettre un terme au biais déflationniste imposé par l'architecture de la monnaie unique. Dans l'idéal un système de coopération monétaire renforcé préserverait une monnaie commune ce qui permettrait de définir la position extérieure pour la zone dans son ensemble ; entre les participants à cette monnaie commune, un mécanisme de compensation tel que le Bancor imaginé par Keynes favoriserait symétriquement l'ajustement des pays en excédent et des pays déficitaires.

Retrouver la possibilité de dévaluer leur monnaie serait particulièrement important pour le développement des pays de la périphérie car c'est la condition d'une diversification productive. Il y a là un argument qui dépasse la simple logique économique. L'Euro actuel, comme l'étalon or avant la seconde guerre mondiale, a des effets uniformisateurs extrêmement puissants sur les conditions dans lesquelles opèrent les économies, ce qui accentue drastiquement l'hégémonie de la puissance industrielle dominante; à l'inverse, comme Karl Polanyi l'avait perçu, les dévaluations favorisent la préservation d'une certaine diversité des structures productives en permettant la survie d'arrangements socio-économiques moins efficaces à l'instant T, mais qui constituent des ressources de socio-diversité et élargissent les trajectoires potentielles d'évolution[55].

Conclusion

Ce texte a proposé une méthode. Pour traiter de la question européenne, la gauche devrait renoncer aux mirages scalaristes et plutôt partir des opportunités sociales et politiques telles qu'elles se manifestent dans l'agencement institutionnel et économique européen existant.

Pour les classes populaires, la quasi-impossibilité à œuvrer directement au niveau européen pour la transformation sociale découle d'une configuration qui non seulement n'offre pas de prises institutionnelles sur les questions qui leur importent directement mais en plus reproduit une fragmentation de l'espace social, tant du fait des écarts persistants de richesses que de la désynchronisation des rythmes socio-économiques.

Dénués de droits sociaux européens, incapables d'intervenir socialement et politiquement à l'échelle continentale, les prolétaires n'ont pas d'Europe. Si des secousses financières ou politiques majeures ne viennent pas bouleverser la conjoncture, les prochaines étapes connues de l'intégration européenne vont durcir encore le caractère disciplinaire des

modes d'ajustement macroéconomiques imposés par la nécessité de stabiliser une monnaie unique sans budget, tandis que les freins envisagés à la concurrence fiscale et sociale ou, plus encore, les projets d'assurance chômage européens restent hypothétiques ou cosmétiques.

L'aggravation du déséquilibre socio-politique entre travail et capital reflète les effets de dépendance du sentier dans l'approfondissement d'une construction supranationale organisée d'abord autour du principe de concurrence, de la stabilité des prix et de la stabilité financière. Plus profondément, il manifeste la cohérence d'une inspiration politique, la doctrine ordo-libérale^[56] gravée dans le traité de Lisbonne à travers l'objectif de créer « *une économie sociale de marché hautement compétitive* », c'est-à-dire d'obtenir une satisfaction des besoins sociaux par la dynamique des capitaux en concurrence, l'action publique devant se cantonner à créer les conditions du bon fonctionnement des marchés et à contenir les désordres lorsqu'ils surviennent.

Les politiques néolibérales sont consubstantielles à l'Union Européenne, ce qui impose aux organisations politiques et sociales de la gauche de trouver des voies permettant de réactiver un dessein émancipateur et internationaliste, en dépit des formes prises par l'intégration passée. Entre la simple reddition au nom de l'idéal européen et un euroscepticisme rabougri sur un repli nationaliste, il existe une voie étroite, celle d'un projet de désintégration /réintégration sélective. L'objectif est de garder ouverts les canaux de coopération entre les pays du continent tout en regagnant les marges de manœuvre permettant de réactiver un projet socioéconomique socialiste et écologiste, autrement dit de changer la hiérarchie des questions à partir desquelles s'organise l'intégration européenne.

Dans une telle perspective, le sort de la monnaie unique est central, en raison de son biais déflationniste, du caractère unilatéral des ajustements qu'il impose et de la réduction de la diversité des systèmes socioproductifs qui en découlent. En théorie, une fiscalité européenne permettant la montée en puissance rapide d'un État social, d'une politique industrielle ambitieuse et de programmes régionaux conséquents pourrait changer la nature sociale de l'ordre monétaire existant. En pratique, les conditions de la fabrique des politiques au niveau européen excluent de toute mutation substantielle.

Dès lors, la gauche doit assumer la possibilité de la sortie de l'euro, de sa dissolution ou, de préférence, la transformation de celui-ci en une monnaie commune. Étant entendu qu'il ne s'agit pas d'un objectif en soi mais bien d'un moyen pour reprendre la main sur l'agenda politique, cette question est incontournable. Si un tel chantier institutionnel pose des questions juridiques et politiques importantes, il n'y a pas de difficultés techniques qui interdisent de l'entreprendre. Au contraire, comme nous l'avons montré, la structure des incitations qui aujourd'hui oppose pays créanciers et pays débiteurs se trouverait renversée par la perspective d'un abandon de la monnaie unique, chacun redécouvrant à cette occasion des possibilités de coopération aujourd'hui bridées.

Cet article est une version remaniée et réactualisée de l'article de Cédric Durand, « The Workers Have No Europe », *Catalyst*, vol. 1, n° 4, Winter 2018.

Notes

[1] James Politi et Kate Allen, « Global Financial Markets Buffeted by Italy's Political Crisis », Financial Times, 29 mai 2018 ; James Politi, « Bank of Italy's Visco Warns on Urgent Risk of Losing 'Asset of Trust' », Financial Times, 29 mai 2018.

[2] Razmig Keucheyan et Cédric Durand, « Vers un césarisme européen », Le Monde diplomatique, 1 novembre 2012 ; Cédric Durand et Razmig Keucheyan, « Bureaucratic Caesarism. A Gramscian Outlook on the Crisis of Europe » (Working Paper CEPN n°2012-03, 2012).

[3] Claire Tervé, « Les marchés vont-ils "apprendre aux Italiens" à voter? La phrase de ce commissaire européen indigne », Le Huffington Post, 29 mai 2018.

[4] Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois: alliances sociales et avenir du modèle français*, Raisons d'agir (Paris: Raisons d'agir, 2017); Bruno Amable, *Structural crisis and institutional change in modern capitalism: French capitalism in transition*, First edition (Oxford ; New York, NY: Oxford University Press, 2017).

[5] Klaus Brinkbäumer, Julia Amalia Heyer, et Britta Sandberg, « Interview with Emmanuel Macron: "We Need to Develop Political Heroism" », *Spiegel Online*, 13 octobre 2017, sect. International.

[6] Présidence de la République, « Initiative pour l'Europe – Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique », www.elysee.fr, consulté le 21 novembre 2017.

[7] Guy Chazan, « Angela Merkel Warns France and Germany Differ on Eurozone Reform », Financial Times, 19 avril 2018, <https://www.ft.com/content/692d2868-43c9-11e8-93cf-67ac3a6482fd>.

[8] Stéphanie Hennette et al., *Pour un traité de démocratisation de l'Europe* (Le Seuil, 2017).

[9] Attac France, « Le plan d'Emmanuel Macron pour enterrer la taxe européenne sur les transactions financières », Attac France, consulté le 22 novembre 2017.

[10] Solenn Poullennec, « Brexit : les coups de pouce de l'exécutif au secteur financier », Les Echos Business, 26 septembre 2017.

[11] Nicolas Veron, « Sovereign Concentration Charges: A New Regime for Banks' Sovereign Exposures | Bruegel », consulté le 22 novembre 2017. En réalité, tant qu'il n'y a pas d'accord politique pour assumer la possibilité de transferts, c'est-à-dire une réelle souveraineté partagée, la situation est inextricable. Pour tenter de rompre la « *doom loop* » entre banque et finances publiques, les économistes font assaut de propositions techniques mêlant redéfinissant des règles de surveillance budgétaires, nouvelles règles de restructuration des dettes, création d' « un actif sûr » qui serait un produit structuré à partir des différentes dettes publiques, une séparation des fonctions de surveillance macro-économique et de gestion des crises. Outre que ces proposition sont absolument illisible sur le plan politique, elles ne donnent pas les moyens de contenir ex ante les déséquilibres financiers résultant des dynamiques de développement inégal dans la zone et, concernant l'ex post, elles font l'impasse sur le fait que seule la possibilité d'une action

économique discrétionnaire associant légitimité politique et pouvoir d'émission monétaire est à même de contenir au plus vite une crise. Sur la proposition franco-allemande la plus sophistiquée voir Agnès Bénassy-Quéré et al., « Reconciling risk sharing with market discipline: A constructive approach to euro area reform », CEPR Policy Insight, 2018.

[12] Jean-Claude Juncker et al., « Compléter l'Union économique et monétaire européenne », *Commission Européenne*, Background documents on economic and monetary union, 22 juin 2015.

[13] Xavier Ragot, « Coordonner les budgets en zone euro », *Commentaire* Numéro 155, n° 3 (2016): 513-16.

[14] Guy Chazan, « Angela Merkel Snubs Emmanuel Macron on Plan for EU Monetary Fund », *Financial Times*, 17 avril 2018.

[15] Esther Lynch, « Gothenburg – Hot Air or a Real Deal? », *Euractiv.Com* (blog), 15 novembre 2017.

[16] European Commission, « European Pillar of Social Rights in detail », 2017.

[17] Commission Européenne, « Les vingt principes clés du socle européen des droits sociaux | Commission européenne », consulté le 28 novembre 2017.

[18] European Commission, « 2017 European Semester: Country Specific Recommendations / Commission Recommendations », Text, European Commission – European Commission, consulté le 1 décembre 2017.

[19] Michael Löwy, *Walter Benjamin: avertissement d'incendie : une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, Éd. de l'éclat, 2014, p. 83.

[20] Évidemment se pose la question de la convergence des standards de protection ou de l'articulation de leurs niveaux différenciés. Mais il n'en reste pas moins qu'il y a des avantages d'échelles à mutualiser la protection sociale. Pour un niveau de couverture donné, la sécurité sociale est bien moins coûteuse que les mutuelles car elle opère à une échelle plus large et bénéficie donc d'une plus grande diversification des risques et peut répartir les coûts de gestion entre un plus grand nombre d'assurés ; de la même manière, une européanisation des systèmes de protection sociale serait plus avantageuse que des systèmes nationaux voire encore plus fragmentés entre des assureurs privés.

[21] Interrogé par Edwy Plenel le 14 octobre 2017, Yannis Varoufakis s'est dit " certain que nous aurons de la Lettonie jusqu'au sud de l'Europe, de Dublin jusqu'en Crête des gens qui représenteront DIEM 25 aux élections européennes".

[22] » A Greek tragedy: how much can one nation take? », *Financial Times*, January, 20 2017.

[23] Au moment de la rédaction, les termes d'une réduction de la dette grecque indispensable pour permettre au pays de se financer sur les marchés financiers à la sortie du programme d'assistance prévu pour août 2018 étaient toujours âprement débattus. Au moment de la rédaction, les termes d'une réduction de la dette grecque indispensable pour permettre au pays de se financer sur les marchés financiers à la sortie du programme

d'assistance prévu pour août 2018 étaient toujours âprement débattus. Pour des éléments de bilan du processus politique et socio-économique d'ajustement mené sous la houlette des gouvernements Syriza voir Stathis Kouvelakis, « Borderland. Greece and the EU's Southern Question », *New Left Review*, 110, Mar-Apr 2018, p. 22-33; « A Greek tragedy: how much can one nation take? », *Financial Times*, January, 20 2017.

[24] Analysant la trajectoire budgétaire alternative à celle du gouvernement français portée par la France Insoumise, le journaliste Romaric Godin souligne ainsi que la principale limite de l'exercice consiste dans l'impossibilité d'intégrer la confrontation inévitable que déclencherait avec les institutions de l'UE, à commencer par la BCE, la mise en œuvre d'une politique macro-économique hétérodoxe.

[25] Yanis Varoufakis, *Conversations entre adultes* (Paris: Les liens qui libèrent, 2017), 492.

[26] Varoufakis, 89.

[27] Varoufakis, 120-22.

[28] Pour un bilan de la bataille de Grèce voir Cédric Durand, « Contre le défaitisme », in Alexis Cukier et Pierre Khalifa, *Europe, L'expérience grecque. Le débat stratégique*, Le Croquant, Paris, 2015.

[29] « Confessions of an Erratic Marxist », Keynote speech, Subversive Festival, Zagreb, Croatia – 14th May 2013, traduction en français: Yanis Varoufakis, « Comment je suis devenu un marxiste erratique », *Raisons sociales* (blog), consulté le 6 décembre 2017.

[30] L'insoutenabilité économique supposée d'une sortie de l'euro est par exemple un argument essentiel de Marc Botenga (« Should the radical left fight for a Euroxit? » *Catalyst*, 2018) puisque l'autre objection principale qu'il soulève, à savoir la question de l'articulation des dynamiques électorales et des mobilisations sociales, ne constitue pas *a priori* un problème plus saillant que l'initiative politique intervienne à l'échelle nationale plutôt qu'à l'échelle européenne, on pourrait même penser que ce serait même plutôt plus aisé d'articuler dynamiques politiques et sociales à l'échelle nationale. Sur le débat grec vu sous l'angle du « réalisme » économique par une partie de Die Linke voir Joachim Bischoff et al., « Grexit – retour à la drachme ? », in *Écrits sur la Grèce: points de vue européens*, éd. par Dominique Crozat et Élisabeth Gauthier, Enjeux et débats d'Espaces Marx (Vulaines-sur-Seine: Éditions du Croquant, 2015).

[31] « 1992: A radical Experiment Unleashing Free Market Forces” Summary of Speech Delevered by Mr. Bangemann, Tokyo, , 26 May 1989.

[32] L'argument est exploré en détail dans Cédric Durand et Razmig Keucheyan, « Financial hegemony and the unachieved European state », *Competition & Change* 19, n° 2 (6 mars 2015): 129-44.

[33] Boyer R (2000) The Unanticipated Fallout of European Monetary Union: The Political and Institutional Deficits of the Euro. In Crouch C (ed) *After the Euro*. Oxford: Oxford University Press, p. 36.

[34] Cédric Durand et Tristan Auvray, « Un capitalisme européen ? Retour sur le débat Ernest Mandel / Nicos Poulantzas », in *La fin de l'État démocratique: Nicos Poulantzas, un marxisme pour le XXIe siècle*, éd. par Jean-Numa Ducange et Razmig Keucheyan, 1re édition, Actuel Marx confrontation (Paris: PUF, 2016).

[35] Sebastian Dullien, « A European Unemployment Insurance Scheme? », booksandideas.net, consulté le 1 décembre 2017 ; Léo Aparisi de Lannoy et Xavier Ragot, « Une (ré)assurance chômage européenne », *OFCE Policy brief*, n° 28 (30 novembre 2017).

[36] Fritz W Scharpf, « The asymmetry of European integration, or why the EU cannot be a 'social market economy' », *Socio-economic review* 8, n° 2 (2010): 211-50; Fritz W Scharpf, « After the crash: A perspective on multilevel European democracy », *European Law Journal* 21, n° 3 (2015): 384-405.

[37] « Q&A: ECB President Mario Draghi », *The Wall Street Journal*, February 23, 2017.

[38] Schmidt, V. A. (2005). Democracy in Europe: The impact of European integration. *Perspectives on Politics*, 3(04), 761-779.

[39] Anne-Catherine Wagner, *Vers une Europe syndicale: une enquête sur la confédération européenne des syndicats*, Savoir/agir (Bellecombe-en-Bauges: Croquant, 2005).

[40] Cédric Hugrée, Étienne Penissat, et Alexis Spire, *Les classes sociales en Europe: tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, coll. L'ordre des choses, Marseille: Agone, 2017, chap. 1.

[41] *Ibid.*, p. 207.

[42] Cécile Brousse, « L'Union européenne, un espace social unifié ? », *Actes de la recherche en sciences sociales* 219, n° 4 (2017): 12-41.

[43] Engelbert Stockhammer, Cédric Durand, et Ludwig List, « European growth models and working class restructuring. An International post-Keynesian Political Economy perspective », *Environment and Planning A*, 3 mai 2016.

[44] E Stockhammer, « Euro-Keynesianism? The financial crisis in Europe'(2012) 175 », *Radical Philosophy*, s. d., 2-10.

[45] Stefano Palombarini, « Face à Macron, la gauche ou le populisme? », Club de Mediapart, consulté le 6 décembre 2017.

[46] Cédric Durand et Dany Lang, « The State as the employer of last resort », *Global Labor Column*, n° 33 (2015).

[47] Peter Wahl, « Between Eurotopia and Nationalism: A Third Way for the Future of the EU », *Globalizations* 14, n° 1 (2 janvier 2017): 157-63.

[48] Fritz W Scharpf, « After the crash: A perspective on multilevel European democracy », *European Law Journal* 21, n° 3 (2015): 384-405.

[49] Cédric Durand et Sébastien Villemot, « Balance Sheets after the EMU: an Assessment of the Redenomination Risk », *Documents de Travail de l'OFCE*, n° 2016-31 (2016).

[50] Heiner Flassbeck et Costas Lapavitsas, « Confronting the failure of the European Monetary Union », *Asymmetric crisis in Europe and possible futures, Critical political economy and post-Keynesian perspectives*, 2015, 131-49; Gikas A Hardouvelisa et Ioannis Gkionisb, « A Decade Long Economic Crisis: Cyprus versus Greece », *Cyprus Economic Policy Review* 10, n° 2 (2016): 3-40.

[51] Joseph E Stiglitz, *The euro: How a common currency threatens the future of Europe* (WW Norton & Company, 2016); Jacques Mazier et Pascal Petit, « In search of sustainable paths for the eurozone in the troubled post-2008 world », *Cambridge Journal of Economics* 37, n° 3 (1 mai 2013): 513-32 ; Flassbeck et Lapavitsas, « Confronting the failure of the European Monetary Union ».

[52] Dani Rodrik, « The real exchange rate and economic growth », *Brookings papers on economic activity* 2008, n° 2 (2008): 365-412.

[53] Michel Aglietta et al., « Sortie de l'euro et compétitivité française – Le Blog du CEPII », consulté le 3 décembre 2017.

[54] Jacques Mazier, Vincent Duwicquet, et Jamel Saadaoui, « Désajustements de change, fédéralisme budgétaire et redistribution : Comment s'ajuster en union monétaire », *Revue de l'OFCE*, n° 127 (janvier 2013); Jamel Saadaoui, « Global imbalances: Should we use fundamental equilibrium exchange rates? », *Economic Modelling* 47 (2015): 383-98.

[55] K. Polanyi, C. Malamoud, et M. Angeno, *La Grande Transformation: Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1944, p. 253 ; Wolfgang Streeck, *Buying time: the delayed crisis of democratic capitalism* (Brooklyn, NY: Verso, 2014), 448-53.

[56] Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde: essai sur la société néolibérale*, La découverte poche 325, Paris, La Découverte, 2009, chap. 7; Josef Hien, Christian Joerges, et Hertie School of Governance, éd., *Ordoliberalism: law and the rule of economics* (Oxford ; Portland, Oregon: Hart Publishing, an imprint of Bloomsbury Publishing Plc, 2018).

Lire hors-ligne :